

## L'importance de l'Économie sociale et solidaire sur le territoire.

Joseph Merlet, Vice-Président des Écossolies, Président de la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire des Pays de la Loire

### Les systèmes de représentation

Il existe des rapports complexes entre les structures de l'Économie Sociale et Solidaire et les pouvoirs publics et tout le monde n'est pas au même niveau de relation. Il faut distinguer quatre systèmes de représentation des entreprises :

1. Les entreprises de l'insertion, du social, de la santé et de la culture qui représentent 30% des salariés de l'économie sociale sont marquées par la vulnérabilité de leur dépendance aux politiques publiques. Beaucoup des décideurs pensent que l'économie sociale se résume à cette seule représentation faite pour atténuer les dommages de l'économie capitaliste.
2. Les entreprises du sport et des loisirs, les secteurs de la mutualité de la santé qui sont liés pour partie aux politiques publiques malgré leur logique propre. L'état décide d'orientations concernant la santé et les mutuelles passent par ces décisions.
3. Les entreprises de la coopération agricole par exemple qui sont liées très indirectement aux politiques publiques. Ce type de partenaire sait se faire entendre parfois fortement.
4. Les entreprises telles que les coopératives de crédits, les mutuelles d'assurance et les SCOPS ne sont pas liées aux politiques publiques, malgré les codes et les règlements qui s'imposent à elles. Elles ont leur logique qui leur permet d'être relativement indépendantes.

Le positionnement par rapport aux politiques publiques est différent d'un espace à l'autre. Dans cet ensemble, il y a des savoirs et des savoirs faire conséquents qui sont à mieux mutualiser. Le militantisme associatif présent dans toutes ces structures permet souplesse et capacité d'adaptation. Il permet aussi aux acteurs d'être attentifs aux besoins des populations au sein des quartiers et des espaces ruraux. L'innovation qui les caractérise n'est pas technique ou industrielle mais forte en matière de démocratie participative et de pluralité des acteurs liés par des valeurs communes malgré la critique habituelle faite aux grandes mutuelles ou au système bancaire.

Depuis 40 ans les acteurs de l'Économie sociale ont accepté la tendance de l'état à instrumentaliser. Son désengagement aujourd'hui est une opportunité pour de nouvelles règles. Il faut sortir des malentendus existants et entrer dans des modes de reconnaissance hors du clientélisme en inventant des partenariats inscrits dans la durée qui visent une coproduction de la démocratie, des services et de la citoyenneté.